

Union Européenne : quelles stratégies au nom de quelles valeurs ?



Depuis des siècles les citoyens européens sont comme des cerfs-volants dansants dans la tempête, emportés par le cours de l’Histoire européenne, une Histoire riche mais sanglante. Nombreux et terribles ont été les conflits intra-européens entre pays désormais proches. En 2025, après plus de 70 ans de rapprochements par divers traités et accords, les 27 pays membres de l’UE partagent un marché économique commun, des normes et lois communes. Aux yeux du monde, ces 27 pays sont indissociables de l’entité qu’ils composent à eux tous : l’Union Européenne. Cette unité permet aux 27 de concourir, à travers l’UE, au titre de superpuissance économique, technologique et militaire aux cotés des U.S.A et de la Chine. Autant d’objectifs ambitieux qui ne seront réalisables qu’à condition que l’UE agisse en respectant son ADN, c’est-à-dire en organisant une coopération étroite entre les 27 et ce, dans tous les domaines stratégiques afin de garantir à l’UE une place centrale dans l’ordre géopolitique mondiale, ce qui n’est possible que si elle conserve sa souveraineté économique, technologique et militaire.

C’est la thèse défendue par les auteurs de trois tribunes parues dans *Le Monde* les 9 et 11 octobre 2025.

Antonin BERGEAUD, professeur d’économie à HEC Paris, exprime, dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* le 11 octobre 2025 ainsi titrée : « Si l’UE ne maîtrise pas les technologies qu’elle veut encadrer, elle deviendra une commentatrice impuissante » l’idée que l’UE se définit notamment par ses valeurs, et que si elle perdait la capacité de les faire appliquer sur la scène mondiale, elle perdrait toute crédibilité.

En effet, le modèle social et économique solidaire de l’UE garant de la protection des citoyens et des travailleurs, permet un niveau d’inégalités parmi les plus faibles au monde, et est sans conteste l’un des plus justes. Dès lors se pose une question essentielle : ces valeurs sont-elles à l’origine du retard développé par l’UE dans certains domaines-clés lorsqu’elles se transforment en règles et en pratiques qui freinent la prise de risque ?

En effet l’UE, qui avait pourtant en main toutes les cartes pour y participer, a raté la révolution informatique puis numérique, et est en train de manquer celle de l’IA. Ce retard nous a rendu dépendants d’entreprises américaines dans le domaine-clé du numérique. Et ironie du

surtout, ce monopole américain soumet l'UE à son propre modèle « peu scrupuleux », concernant la protection des données, elle qui prône pourtant des modèles plus éthiques, plus responsables et plus sobres. L'UE a donc perdu sa souveraineté technologique. Mais selon Antonin BERGEAUD il est possible de concilier principes moraux et compétitivité et donc, par extension, principes moraux et souveraineté. En réduisant notre dépendance aux technologies numériques américaines (composants numériques, cloud, IA etc.), en apportant une alternative européenne, et en accélérant les progrès technologiques. Pour lui l'important est de faire évoluer les valeurs européennes à 27.

Il pense qu'une réorientation des dépenses européennes, une prise de risque accrue, un assouplissement des régulations et finalement la construction d'une politique industrielle commune, permettrait à l'UE de retrouver sa souveraineté technologique et numérique. Tout cela demande une cohésion européenne forte. Cela montrerait que les valeurs de l'UE fonctionnent dans l'économie réelle, et qu'entre un modèle chinois de la planification par la force, et un modèle américain de la puissance privée, il existe un plus juste où les principes moraux et le bien-être des citoyens ne sont pas sacrifiés au nom de l'efficacité industrielle.

Selon Isabelle MEJEAN, professeure au département d'économie de Sciences Po, l'enjeu pour l'UE est de protéger son économie et de construire une nouvelle architecture de coopération internationale capable de concilier souveraineté, sécurité économique et stabilité. C'est ce qu'elle défend dans la tribune publiée par *Le Monde* le 11 octobre 2025 ainsi titrée : « Atteindre les objectifs de souveraineté ne peut être possible sans coordination internationale ». Elle explique que la spécialisation excessive de certains domaines de production a rompu l'équilibre commercial mondial mis en place après la Seconde Guerre mondiale, et que cette spécialisation est due à « l'hypermondialisation des années 1990 et 2000 ».

Elle illustre cela avec l'exemple de l'entreprise taiwanaise TSMC qui produit 60% de la demande mondiale de semi-conducteurs et des GAFAM qui assurent presque à elle seule les services du cloud. Cette « hyperconcentration » des savoir-faire génère des tensions géopolitiques importantes et rendent l'UE dépendante de ces noyaux de production, d'où sa volonté de participer au marché des hautes technologies numériques, pour retrouver sa souveraineté et son autonomie dans ce domaine. Ce problème s'illustre aussi pour la production des minéraux et métaux critiques comme les terres rares, le graphite et le lithium dont la Chine et le Congo détiennent le quasi-monopole.

Selon l'autrice, l'UE a fait preuve d'une « sorte de naïveté » en abandonnant à d'autres pays son rôle dans l'extraction et le raffinage des terres rares et la production des semi-conducteurs. En laissant cela se produire elle s'est mise à la merci de puissances hostiles comme la Chine, ce qui est une erreur stratégique à corriger. Il est donc impératif pour l'économiste que l'UE lance d'ambitieux plans d'extraction de minéraux et métaux stratégiques. Mais selon elle, face à l'avantage considérable qu'ont les pays déjà en position de force dans ce secteur, le plus important est la coopération internationale. En effet, la mise en place d'un approvisionnement stable et le stockage des métaux et minéraux stratégiques est d'intérêt commun. C'est pourquoi, elle déplore le fait que l'Australie, le Canada et l'Union Européenne aient lancé indépendamment des projets à cette fin. Des projets organisés en coopération entre

ces puissances auraient été moins coûteux et plus efficaces. Cela est d'autant plus déplorable que ces projets risquent d'être sources de tensions géopolitiques entre pays amis.

Pour Isabelle MEJEAN, à l'heure où certains pays s'enferment dans l'isolationnisme, une collaboration internationale entre démocraties occidentales alliées est la seule façon de concurrencer efficacement les détenteurs du monopole des terres rares, notamment la Chine qui se montre de plus en plus hostile à l'Occident (ce qui aggrave la situation).

L'Union Européenne voit donc des puissances hostiles en position de force dans des domaines stratégique mais qu'en est-il de ce qui compte vraiment face à la logique de l'agression : la puissance militaire ?

Dans une tribune titrée : Défense : « A la table des maîtres du monde, l'Europe est présente en invité de seconde zone et en spectateur » publiée par *Le Monde* le 9 octobre 2025, Manfred Bischoff, ancien PDG d'Airbus Industries ; Thomas ENDERS, ancien directeur général d'EADS-Airbus ; Richard EVANS, ancien PDG de BAE Systems ; Louis GALLOIS, ancien PDG d'EADS-Airbus ; Denis RANQUE, ancien PDG de Thales, ancien PDG d'EADS-Airbus et Simon ROBERTSON, ancien PDG de Rolls Royce s'interrogent.

Pour ces grands industriels européens, l'Europe peut et doit être la quatrième superpuissance militaire aux cotés des USA, de la Chine et de la Russie. Car « à l'heure où les bafouements de traités et accords internationaux sont monnaies courante : l'Europe n'a plus le luxe de dormir ! » Pour ces hauts fonctionnaires, la protection incertaine de l'OTAN ne suffit plus, l'Europe doit reconquérir sa propre puissance militaire, et bonne nouvelle : c'est possible (du moins théoriquement) car nous disposons des moyens financiers. En effet le budget de défense combiné de l'Union Européenne et du Royaume-Uni porté à 3,5% du PIB grimperait à 724 milliards, c'est-à-dire plus que les dépenses militaires de la Chine.

Or devenir une superpuissance militaire à 27 implique la construction d'une nouvelle alliance européenne (comprenant le RU) de défense « soudée, courageuse et combative ». C'est ce à quoi appellent les auteurs de cette tribune. Car pour eux les dépenses militaires européennes sont mal gérées à cause, notamment, d'un manque de cohésion entre les pays comme le montre l'exemple des trois avions de combat européens : l'Eurofighter (RU, Allemagne et Espagne), le Rafale (France) et le Gripen (Suède). Trois projets parallèles dont aucun n'approche le degré de sophistication du chasseur F-22 américain et cela pour le triple du prix. Pour atteindre une efficience militaire maximale il faut également réorienter le budget militaire vers la préparation de la guerre de demain (missiles, drones, logiciels de pointe, IA).

Pour les six industriels, la construction d'une véritable force militaire européenne exige que l'on lance dès aujourd'hui des actions déterminantes, afin d'instaurer un niveau élevé de coopération entre Etats européens, condition nécessaire à la réussite du projet.

A travers ces trois tribunes, il apparaît que l'UE a le potentiel pour retrouver sa souveraineté, si tant est qu'elle s'en donne les moyens.